

PARTENAIRE

LE MOUVEMENT ATD QUART MONDE EN BELGIQUE ET DANS LE MONDE



**04 | DE LA MÉFIANCE À LA
COMPLÉMENTARITÉ**

**06 | OUBLIÉS DES DROITS
DE L'HOMME**

**08 | UNE ÉCOLE
POUR LA RÉUSSITE
DE TOUS**



ÉDITO

C'EST LA PREMIÈRE FOIS QU'ON ME DIT MONSIEUR

2018 sera marqué par la campagne qui se profile pour les élections communales, avec en arrière fond d'autres élections l'année suivante. On y débattera des grandes orientations sociétales. D'emblée, se pose une question : la voix des plus vulnérables participera-t-elle à ce débat ? Y sera-t-elle entendue ?

La question est essentielle car l'avenir de nos sociétés n'a de sens que vu d'en bas. Une société qui ne tient pas compte des aspirations de ses membres les plus faibles se mutile elle-même.

Aux Pays-Bas persistent encore des « spookburgers¹ », des hommes et des femmes tellement en dehors de tout qu'ils n'ont plus aucun droit et n'existent plus légalement. « C'est la première fois qu'on me dit Monsieur », s'étonnait un de ceux-ci lors d'un séjour à la ferme de Wijhe².

En Allemagne, et notamment à Berlin, des sans-abri plantent leur tente dans des zones de broussailles le long des lignes de chemin de fer et, pour survivre, arpentent la ville à la recherche de bouteilles consignées. Leur nombre a quadruplé en dix ans. Que ce soit là-bas ou ici, les mêmes constats s'imposent, les mêmes défis sont à relever.

Dans notre pays, alors que le taux d'illettrisme est de l'ordre de dix pour cent, quelles priorités se donne la politique de l'enseignement ? Le statut d'handicapé, piège ou tremplin pour ceux qui en bénéficient ?

Ce numéro évoque ces questions. En outre, il présente un récit qui relate comment des sans-abri ont osé relever la tête. Il illustre l'engagement d'un volontaire permanent du Mouvement qui nous parle d'Haïti, son pays d'origine. Enfin, il aborde le travail réalisé par un groupe sur le thème de l'école, dans la dynamique du croisement des savoirs.

En effet, bâtir une société solidaire, ce n'est pas seulement faire des choix politiques, c'est changer de regard et toujours se mettre du côté du plus faible, où qu'il soit. Par un engagement dans la durée.

Georges de Kerchove

ATD Quart Monde (Agir Tous pour la Dignité)
Av. V. Jacobs, 12 - 1040 Bruxelles
Tél 02/650.08.70
contact@atd-quartmonde.be
www.atd-quartmonde.be

ATD Quart Monde est membre de l'Association pour une Éthique dans les Récoltes de Fonds (AERF) et adhère à sa charte.

IBAN BE89 0000 7453 3685
BIC BPOTBEB1

Les dons, dont le montant annuel atteint 40€, donnent droit à une attestation fiscale.

Avec le soutien de
la Fédération Wallonie-Bruxelles.



© Crédits photographiques sauf mention contraire
ATD Quart Monde - Couverture : ATD Quart Monde -
p.7 : Hools - Antonio Ponte - Laurent Gauthler - p.12 :
Couleur Livres

¹ Citoyens fantômes

² Centre de rencontres et de formation entre des personnes en situation de pauvreté et d'autres citoyens



LA COULEUR D'UN ENGAGEMENT

Kysly Joseph est volontaire permanent à ATD Quart Monde. Dans les lignes qui suivent, il décrit la dynamique de son engagement et sa contribution à Ravine l'Espérance, ouvrage paru en novembre 2017 aux Éditions Quart Monde, structuré autour du séisme qui a ravagé Haïti en 2010.

Quand et à quelle occasion as-tu eu ton premier contact avec ATD Quart Monde ?

Aujourd'hui volontaire permanent à Liège, après avoir travaillé dans l'équipe de Lyon, puis dans le Centre international du mouvement ATD Quart Monde en France, j'avais déjà connu le Mouvement en 1991 dans mon pays d'origine, Haïti. À cette époque, j'étais directeur d'un collège catholique et professeur de philosophie. L'équipe d'Haïti s'était adressée à moi pour avoir un local afin de rassembler les familles du Quart Monde un 17 octobre. Ainsi commença mon engagement comme allié du Mouvement, qui continua même après mon arrivée en France, en 2004. C'est plus tard, en 2007, que je suis devenu volontaire permanent.

Qu'est-ce qui te motive, actuellement, à tenir encore cet engagement ?

Ma mission à Liège consiste aujourd'hui à soutenir et à marcher avec les familles du Quart Monde qui ont une très longue histoire d'engagement avec le Mouvement. Il y a quelque chose d'époustouflant en termes de conviction et de liberté, dans l'engagement, de la part des militants Quart Monde. Ceci m'enthousiasme au quotidien. Il



y a là comme un levier pour soulever, tourner et retourner le monde. Cette liberté engage notre crédibilité d'alliés et de volontaires permanents auprès des militants et auprès de la société en général.

Quelle a été ta participation à la rédaction de Ravine l'Espérance ? A-t-elle été un soutien aux plus précarisés victimes du tremblement de terre de 2010, et également une fenêtre sur les espoirs et objectifs du Mouvement ?

Sept années durant, nous avons été sept compagnons, tous membres du Mouvement (dont Jean-Michel Defromont et moi qui n'étions pas membres de l'équipe d'Haïti), à réaliser cette formidable aventure. Au lendemain du séisme, Jean-Michel a été soutenir l'équipe là-bas par des ateliers d'écriture. La plupart des familles, alliés et volontaires voulaient aller plus loin. Après quelques hésitations, on s'est lancé. Étant en vacances au pays la semaine précédant la catastrophe, j'ai été finalement convié à rejoindre ce projet d'écriture d'un livre charpenté comme suit : Quel a été le vécu des familles de

ce quartier une semaine avant le tremblement de terre ? Le jour même, comment ce drame les a atteintes ? Que sont-elles devenues après ? Jean-Michel Defromont nous a aidés à tisser nos récits personnels, malgré les limites imposées par la technique et la distance géographique.

Aujourd'hui, les habitants de ce quartier, plus encore que les membres du Mouvement, sont fiers de la façon dont leur courage a été présenté au monde. Notre petite Ravine l'Espérance est dans l'esprit de La Montagne ensorcelée ou du Gouverneur de la rosée, de Jacques Roumain (auteur haïtien). Elle n'aura pas fini de faire parler d'elle, je prévois. Au boulot donc, pour la faire atterrir et se répandre dans tous les plis et recoins des cerveaux sur le sol haïtien.

Interview réalisée par
Gilles Clamar

**Le livre est disponible à la librairie :
12, Avenue Victor Jacobs à 1040 Etterbeek
02/650.08.70**



DE LA MÉFIANCE À LA COMPLÉMENTARITÉ



Pour plus d'informations sur le croisement des savoirs, le blog «Croiser les savoirs», une vidéo dynamique réalisée par le Youtuber Vincent Verzat <https://youtu.be/ZuEoGPs7AVI>

« De la méfiance à la complémentarité », tel était le sujet de la dernière co-formation en « croisement des savoirs »¹ organisée par ATD Quart Monde avec des professionnels de l'Aide à la Jeunesse et des parents ayant l'expérience de ces services, mais aussi de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Un titre qui en dit déjà long sur les dynamiques qui animent parfois les rencontres entre les personnes vivant la pauvreté et les services sociaux.

Cette co-formation était le fruit d'une demande du Conseil d'Arrondissement de l'Aide à la Jeunesse (CAAJ) de Verviers². Pendant quatre journées, réparties entre décembre 2017 et février 2018, quatorze professionnels, cinq parents militants Quart Monde et quatre animatrices se sont réunis à Dison (Verviers) pour questionner leurs représentations et réfléchir ensemble sur les relations entre les services de l'Aide à la Jeunesse et les familles qui vivent de grandes difficultés.

¹ Voir définition p. 10.

² Organisme qui réunit des professionnels du secteur de l'Aide à la Jeunesse, de l'enseignement et de la justice, des élus communaux et des parlementaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Pour certains professionnels, cette co-formation constituait un premier pas nécessaire pour faire évoluer ces relations : *Il est temps que nous puissions nous rencontrer entre services, mais surtout en compagnie des familles avec qui nous sommes amenés à travailler.*

Nous constatons tous que le système de l'Aide à la Jeunesse peut parfois produire des effets contraires à ceux escomptés (François Desart, travailleur social à l'Aide en Milieu Ouvert « Le Cap »).

Du point de vue des parents, cette rencontre était également significative pour qu'il y ait des choses qui changent et pour les familles qui n'arrivent pas toujours à se faire entendre, même si dialoguer avec ces services n'est pas toujours facile : *Les familles ont un vécu assez douloureux par rapport aux services de l'Aide à la Jeunesse* (Béatrice Paquet, militante Quart Monde de Saint-Gilles). Dans les milieux très pauvres, le placement d'enfant est une réalité à laquelle beaucoup se sont confrontés, en tant qu'enfant et/ou en tant que parent, et qui laisse des traces.

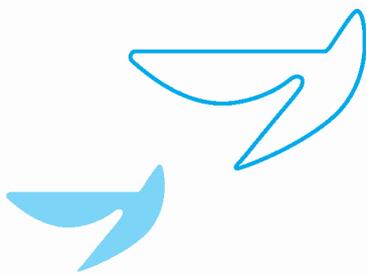
Très vite, le sujet de la **peur** a été abor-

dé par les participants : *Nous nous sommes rendus compte que la peur que ressentent les familles est omniprésente, et ce, quel que soit le type de services impliqué. Pour des services de l'Aide à la Jeunesse, c'est évidemment très questionnant et cela prouve, selon moi, que le système actuel montre ses limites* (François Desart). Cette peur est une des raisons de la méfiance dont font preuve les parents lorsqu'ils rencontrent les services sociaux. Par ailleurs, les parents militants ont compris que les professionnels aussi vivent des peurs lors de leurs interventions : peur de prendre des risques, de dire clairement les choses. Ce qui peut les amener à juger trop vite une situation ou être dans la surprotection.

Ils ne prennent pas le temps de t'entendre. Ils ne t'écoutent pas assez (Béatrice Paquet). Le fait de prendre suffisamment de temps pour se parler et se comprendre semble pourtant indispensable, tant pour les parents que pour les professionnels : *J'ai réalisé au cours des quatre journées que nous, professionnels, pensons vite comprendre les gens... Il n'en est rien ! Nous ne pourrions jamais véritablement comprendre ce que vivent les personnes que nous accompagnons, nous ne traversons pas les mêmes épreuves. Cela dit, je pense que pour s'approcher d'une meilleure compréhension mutuelle entre familles et professionnels,*

Professionnels et personnes issues de la pauvreté réfléchissent ensemble





nous devons passer par la rencontre (François Desart). « Prendre le temps » signifiait également faire attention aux mots que l'on utilise et veiller à ce que ceux-ci soient bien compris. Les professionnels emploient souvent un langage très technique, chose qui se mélange mal avec la peur d'être jugé si l'on avoue ne pas comprendre certains mots.

Une séance de retransmission publique a été organisée l'après-midi du dernier jour de la co-formation. Les participants ont pu présenter de manière interactive à leurs collègues et responsables les différentes réflexions et idées qui ont émergé de ces quatre journées de travail, émettant au passage le souhait de voir du changement dans le secteur de l'Aide à la Jeunesse : *Je pense que nous devons revenir aux principes qui animaient les professionnels lors de la construction du décret de l'Aide à la Jeunesse de 1991. Aujourd'hui, on se réjouit d'obtenir autant de places supplémentaires dans des institutions de placement.* Est-ce vraiment une so-

lution ? Ne devrions-nous pas "militer" pour nous permettre de travailler autrement ? (François Desart).

Ce décret prévoyait également que le placement devait être le plus court possible, avec comme objectif le retour en famille, respectant de cette manière le droit de vivre en famille. Or, et cela a constitué l'une des plus importantes prises de conscience chez les professionnels au cours de la co-formation, le bien-être des enfants est alors trop souvent envisagé séparément de celui des parents, entraînant parfois des conséquences graves chez les deux : *Si les parents vont bien, l'enfant sera bien. Parce qu'on parle toujours des*

enfants et on ne s'occupe pas des parents. Si on ne s'occupe pas des parents, ça n'ira jamais, l'enfant se sentira toujours mal. Il est important de s'occuper aussi des parents pour que les enfants soient bien (Manu Vandericken, militant Quart Monde de Charleroi). Soutenir la famille en la considérant comme un ensemble signifie donc proposer une approche plus complète. Le retour à une réflexion sur le respect du droit de vivre en famille s'est ainsi imposé comme une composante indispensable pour faire évoluer le secteur de l'Aide à la Jeunesse.

Antoine Scalliet

Services ayant participé à la co-formation : Le Service d'Aide à la Jeunesse, le Service de Protection Judiciaire, l'Aide en Milieu Ouvert « Le Cap », le Service d'Aide et d'Intervention Éducative « Familien », le Centre d'Orientation Éducative de Verviers, SOS "Parents-Enfants", le CPAS de Pepinster et l'Office de la Naissance et de l'Enfance.



OUBLIÉS DES DROITS DE L'HOMME



La fréquentation du mouvement ATD Quart Monde constitue un apprentissage continu, souvent déstabilisant. Loin de contredire cette tendance, la lecture de Rue des droits de l'Homme, paru en février chez Couleur Livres, m'a permis de découvrir un pan du réel qui m'échappait jusque-là.

L'ancrage spatial m'a déjà surpris : Bruxelles, gare Centrale. Parmi le vacarme des voyageurs, répété quotidiennement comme une vie monotone, on peut entendre des voix porteuses d'espoir, émises par un regroupement de sans-abri. Pourquoi ce rassemblement ? Pour s'opposer à la situation de rejet constant des plus précarisés, et à ses différents symptômes : arrestations administratives au moindre prétexte, traitements dégradants, regards dédaigneux, contes-

tation du statut de citoyen...

Pour cela, ils parlent et s'écoutent, discutent ensemble. Naît le comité des droits de l'Homme de la gare Centrale. Une telle base a attiré mon attention : le récit se veut un reflet direct de la parole des sans-abri, la présente de façon transparente. En effet, les différents discours, quand ils traitent de la situation des personnes à la rue, se contentent souvent de parler à la place de celles-ci, ce qui revient à les y laisser. Ici, les individus dont il est question prennent la parole, pour s'établir en acteurs de la société, contre la pensée dominante qui a normalisé leur exclusion. Une telle audace m'a laissé admiratif.

Lors de ma lecture, j'ai pris conscience d'une chose fondamentale : pour que chacun puisse se construire et être libre, il y a une condition, un socle indispensable constitué de droits solides, qui garantissent la possibilité de s'investir dans la société en tant qu'être humain, et de s'y épanouir comme tel. Les droits de l'Homme sont par définition une frontière ; au-dessus, l'humanité, en dessous, le déni de celle-ci. Le 10 décembre de

cette année, l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'Homme par les Nations unies aura 70 ans. Et elle ne les fera pas. Pas tant que la violence s'imposera au quotidien des plus pauvres, faisant apparaître la moindre projection de soi dans le futur comme une utopie. Certes, cela n'empêche pas les joies temporaires, dont le style simple de l'auteur rend toute la fragilité. À Noël, une éclaircie rythmée de chants et de danses. Mais le retour au réel de la rue ne se fait pas attendre : « Le lendemain, Joseph décède. Quarante-cinq ans ».

Malgré le caractère choquant de son contenu, le récit ne se ponctue pas par la résignation, plutôt par une invitation à poursuivre l'action. Parce que la fatalité est avant tout un mur imaginaire, motivé par la peur, la solitude, la serviabilité... Ne manquent que des soutiens pour précipiter le changement, et c'est justement le but d'un tel livre : heurter le lecteur, et l'inviter à raviver la démocratie de sa voix, en conviant tous les autres à faire entendre la leur. Marie-Louise, Roland, Hector, Marguerite... Ces pages retracent leur lutte déconcertante. Pour la mémoire, mais aussi pour l'exemple. À lire pour tous ceux, comme moi, dont la connaissance de la misère se limitait au silence qui l'entoure.

Gilles Clamar

Pour vous procurer le livre

vous pouvez le commander via le site web :
<http://atd-quartmonde.be/commandez-rue-des-droits-de-lhomme-la-fronde-des-sans-abri-de-georges-de-kerchove/>

ou passer à la librairie :
12, avenue Victor Jacobs à 1040 Bruxelles - 02/650.08.70



LA PAROLE À L'AUTEUR

GEORGES DE KERCHOVE



Depuis, la loi réprimant le vagabondage a été abrogée. Comment a évolué la situation des plus pauvres du point de vue judiciaire ?

Aujourd'hui encore, des villes tentent de sanctionner la mendicité. Il y a un combat pour être considéré comme citoyen, qui se tient toujours actuellement. Si quelqu'un est maintenu en dehors de la société, il est sous-citoyen. Hannah Arendt a développé cela :

c'est dans la sphère publique, par l'action et la parole, que l'être humain peut faire valoir son humanité. Or, les « spookburgers » (citoyens fantômes), comme on dit aux Pays-Bas pour désigner les habitants de la rue, maintenus à l'écart, ne disposent d'aucun droit. Leur humanité est contestée, et ils doivent la réaffirmer.

Lors de ces regroupements à la gare Centrale, il s'agissait donc pour les participants de récupérer une parole, fondamentale dans la notion de citoyenneté ?

Pourquoi l'ouvrage est-il intitulé Rue des droits de l'Homme ?

Ce titre évoque les gens qui vivent à la rue comme acteurs des droits de l'Homme. Le hasard fait qu'il y a des rues qui portent réellement ce nom. Néanmoins, c'est une voie toujours à construire. C'est ce que nous avons cherché à faire lors des réunions de la cellule ATD Quart Monde de la gare Centrale.

Qui a été à l'initiative de ces regroupements ?

Au départ, il y a le monastère de la rue : trois franciscains qui ont décidé de vivre parmi les plus pauvres. Deux d'entre eux étaient d'anciens volontaires du Mouvement. L'un d'eux, Paul, s'est fait arrêter de son plein gré pour partager le sort des vagabonds, le vagabondage étant alors illégal et donc punissable. J'avais été le voir comme avocat, pour l'inciter à interjeter appel, histoire d'attirer l'attention sur le sort des personnes à la rue. Cela a donné un dialogue sur-réaliste : je voulais le sortir de prison, lui voulait y rester pour vivre son engagement. Après son procès, qui a débouché sur un acquittement, les trois franciscains ont quitté Bruxelles, confiant à ATD Quart Monde la responsabilité d'accompagner le groupe qui s'était formé. Très vite, on a pris comme thème fédérateur les droits de l'Homme.



Oui. Lors de ces réunions, les participants ont véritablement appris à parler, à écouter. Et ce n'était pas gagné : des gens qui n'ont jamais l'habitude d'être écoutés ont du mal à être attentifs aux propos d'autrui. Il est difficile dans ce contexte d'élaborer une pensée collective. Ne pas juste lancer son idée mais aussi écouter celle du voisin, voir plus loin, ensemble : c'est un apprentissage fondamental. J'ai été frappé de voir combien la discussion se peaufinait de réunions en réunions, devenant plus cohérente et intelligible.

Quelle initiative peut prendre le lecteur qui découvre cette situation avec ton livre ?

Il peut participer à mon rêve : la mise en place de comités des droits de l'Homme citoyens locaux, attentifs aux injustices qui se produisent dans toutes les sphères de leur quartier (travail, école, habitat...). Par exemple, si une famille est expulsée, elle devient invisible. Mais si les citoyens se réunissent, ils exercent une pression solidaire. Les droits de l'Homme, c'est ce type de solidarité locale, dans toutes les rues. Car sans appuis citoyens, rien ne peut émerger.

Interview réalisée par Gilles Clamar



Le groupe se réunissait sous ce bas-relief pour être à la hauteur de l'engagement des cheminots durant la Seconde Guerre mondiale.

UNE ÉCOLE POUR LA RÉUSSITE DE TOUS

MISE EN PLACE ET FINALISATION DU PROJET « NOS AMBITIONS POUR L'ÉCOLE »



Un nouveau travail d'ATD Quart Monde sur la thématique de l'école a émergé suite à des Universités populaires qui se sont déroulées de septembre à décembre 2013. L'idée d'une école pour tous, dans laquelle tous peuvent réussir, a été dès le début la ligne directrice de ce projet. Un groupe de travail intitulé « Nos ambitions pour l'école » voit le jour en 2014 et se prolonge jusqu'en 2018. Sa finalité : un texte de propositions concrètes, co-écrit selon la méthode du croisement des savoirs, grâce à la collaboration d'ATD Quart Monde et de l'AS-BL Changements pour l'Égalité (CGÉ).

Ce groupe école est basé sur la rencontre et la collaboration de différents milieux et points de vues. D'un côté, il y a des professionnels du milieu scolaire, de l'autre des parents et des jeunes ayant une connaissance de la pauvreté. **« Oui, les parents et les jeunes veulent se battre pour l'avenir, oui il y a des professionnels qui se battent pour que l'école change. »**, témoigne Michèle Vleminckx, alliée engagée dans l'équipe d'animation.

Ce projet est le résultat d'un choc culturel entre des personnes aussi différentes qu'un jeune ado ne sachant ni lire ni écrire et une directrice d'école. Ils ont été mis sur un pied d'égalité le temps de ce travail. Une grande confiance a été instaurée et a permis à chacun de prendre la parole et de s'exprimer librement. D'après Michèle, **« cela a fait changer les représentations qu'on a les uns des autres et a amélioré la compréhension entre nous »**.

La démarche, très rigoureuse, a demandé du temps. Au départ, les participants ne savaient pas trop où ils allaient. Ils ont

construit ce projet ensemble. **« Si la vie est plus difficile à certains moments, ce n'est pas pour ça que l'intérêt pour l'avenir des enfants diminue. »** Michèle poursuit : **« Ce qui est frappant, c'est la fierté d'avoir mené ce projet jusqu'au bout – tant pour les militants que pour les professionnels –, de voir le document terminé. »**

Les participants ont pris le temps de se mettre d'accord sur une définition d'une école de la réussite qui convienne à tous (cfr. photo de la cible).

Dans le texte final, on peut retrouver quatre actions prioritaires pour une école qui vise la réussite de tous :

1. Que l'école valorise tous les élèves au lieu de sélectionner.
2. Que l'école organise la collaboration plutôt que la compétition.
3. Passer de l'orientation subie à l'orientation choisie.
4. Passer de l'enseignement partiellement subsidié à l'enseignement vraiment gratuit.

Selon Michèle Vleminckx, ce sont des leviers, ça ne changera pas tout le système scolaire en un jour, mais ça devrait permettre des avancées significatives... qui sont le but du projet.



RETOUR À L'UNIVERSITÉ POPULAIRE



À l'heure actuelle, nous nous mobilisons pour que ce texte soit le plus entendu. Plusieurs interventions au sein des écoles sont en train d'être mises en place. Le groupe école a pu parler de ce texte à plusieurs reprises déjà, notamment lors de la dernière Université populaire de février. Le thème de l'école a été retravaillé par tous les groupes locaux « Université populaire ». Les participants ont découvert le texte du groupe école, mais aussi du pacte d'excellence¹, porté par la ministre de l'enseignement, Marie-Martine Schyns, qui était d'ailleurs l'invitée de cette Université populaire.

Quel lien entre ce travail et le Pacte ? Monique Couillard-De Smedt, volontaire engagée dans l'équipe d'animation du groupe école : « Le document final a été remis à la ministre Schyns lors de l'Université populaire. On espère qu'il pourra être diffusé aux personnes qui seront chargées de la mise en œuvre du Pacte, pour que ceux-ci tiennent compte de notre travail. » S'il est important de souligner certains aspects positifs du Pacte, il faut aussi continuer à faire pression pour que ce projet de réforme constitue une réelle occasion de répondre à l'espoir que les familles précarisées mettent dans l'école.

Michèle Vleminckx était présente au moment où le document a été remis à la ministre : « Elle a partagé, en quelques minutes, son souci face à l'orientation de beaucoup d'enfants de milieux précarisés vers l'enseignement spécialisé, et son intérêt pour l'école inclusive. C'est-à-dire une école ordinaire au sein de laquelle les en-



fants qui ont des difficultés particulières sont soutenus, afin d'éviter l'orientation vers le spécialisé. Elle a aussi proposé une rencontre avec la personne de son cabinet, qui est en charge de ce dossier d'inclusion. »

Parmi les nombreuses interpellations faites à la ministre, un père a émis le souhait qu'on donne l'occasion à tous les parents de montrer leurs talents, pour être vus de manière positive. Plusieurs personnes ont pu aussi sou-

ligner l'importance de la connaissance des milieux de la pauvreté dans le cadre de la formation des professeurs. Les militants ont fort insisté sur un point : les professionnels de l'école ne doivent pas seulement discuter des difficultés quotidiennes des familles pauvres entre eux, ou les apprendre en parcourant des livres. Il faut rencontrer les familles et vivre cette rencontre, la comprendre. Pour cela, on peut s'inspirer de la méthode du Croisement des savoirs.



¹ Pacte pour un enseignement d'excellence : Ensemble de mesures visant à améliorer le système scolaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

LES SUITES DU PROJET



LE CROISEMENT DES SAVOIRS EN QUELQUES MOTS...

Le « croisement des savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale »[©] est une démarche qui vise la pleine participation des personnes vivant de grandes difficultés à l'évolution et la transformation de la société, pour rendre celle-ci plus juste, plus démocratique, plus solidaire et respectueuse des droits humains. Elle met en dialogue des personnes en situation de pauvreté avec des chercheurs, des professionnels, et des acteurs associatifs. En croisant leurs savoirs et leurs pratiques, ils produisent ensemble une connaissance plus complète de la société et conçoivent des actions plus efficaces. Cette démarche s'appuie sur des méthodologies rigoureuses, qui permettent à des personnes et des groupes en situations profondément inégales de contribuer à l'égalité à la construction commune.



Le travail mené par le groupe « Nos ambitions pour l'école » a rempli l'objectif qu'il s'était fixé, à savoir : dans un temps limité de 3 ans, produire un document collectif présentant des propositions prioritaires, significatives, pour faire progresser le droit à l'instruction pour tous, en prenant pour référence les élèves et les familles les plus pauvres.

Un groupe de diffusion et de promotion de ce travail est déjà en train de se mettre sur pied. Il comprend entre autres des membres du groupe « Nos ambitions pour l'école ». Monique poursuit en lançant un appel : « *Nous invitons aussi des nouvelles personnes intéressées à prendre contact avec nous. Ce groupe de suivi se donne pour mission de rencontrer et dialoguer avec les différents acteurs de l'école (enseignants, responsables politiques, associations de parents, syndicats d'enseignants, pouvoirs organisateurs, Hautes écoles...), sur base du document final intitulé « Pour une école où tous réussissent ».*



La brochure « Pour une école où tous réussissent » reprend l'ensemble du travail mené sur 3 ans en Croisement des savoirs entre des professionnels, des parents et des jeunes ayant l'expérience de la pauvreté.

Vous pouvez la consulter et la télécharger sur le site d'ATD Quart Monde :

<http://atd-quartmonde.be/nos-ambitions-pour-lecole/>

Si vous souhaitez nous aider à faire connaître et diffuser ce document, n'hésitez pas à nous contacter : contact@atd-quartmonde.be

Amandine Teugels

LE LIEN ENTRE HANDICAP ET PAUVRETÉ, UN THÈME DIFFICILE MAIS IMPORTANT

Le thème de l'Université populaire Quart Monde de décembre était le lien entre « handicap et pauvreté ». Pour différentes raisons, il s'agit d'un sujet difficile à aborder pour beaucoup de personnes. Nombreux ont souffert de l'amalgame entre certains signes de la grande pauvreté, tel que l'illettrisme, et le fait d'être handicapé. Mais par ailleurs, d'autres vivent certains aspects de la pauvreté comme une forme de handicap. Certains parlent de « handicap social ».

Un autre élément qui rend ce thème difficile à travailler est qu'il s'étend à tous les aspects de la vie. Afin de prendre en compte plusieurs de ces dimensions, les membres de l'Université populaire ont approfondi cinq sujets, en petits groupes, choisis à partir des préparations en cellule : le travail, la santé, l'école, les démarches administratives et le regard des autres.

Pour ce qui concerne « le regard des autres », le groupe a réfléchi aux préjugés qui existent sur le handicap, en lien avec la pauvreté : « Certains ont tendance à considérer que si une personne a un handicap, alors elle est handicapée pour tout ». Mais « Ce n'est pas parce qu'on ne sait ni lire ni écrire qu'on ne sait pas travailler ». Ces jugements blessent, et peuvent enfermer des familles dans l'isolement.

Un autre groupe a estimé que le système scolaire met parfois les enfants considérés comme handicapés dans des situations compliquées : « On m'a mise en école spéciale pour se débarrasser de moi. J'ai réussi mes études mais le diplôme ne vaut rien du tout. C'est comme du papier toilette. J'ai montré le diplôme à l'ONEM et on m'a dit 'ça vaut rien pour nous'. Vous êtes handicapée ». Un problème similaire a été soulevé par le groupe sur le travail, qui a constaté que les emplois 'adaptés' offrent un très faible niveau de protection de l'emploi : « Un jeune a été embauché dans un atelier protégé. Tous les 15 jours, on évalue son travail, son rythme, sa

performance. Il est embauché par courtes périodes et il est remis en cause à chaque fois ». Ces deux problèmes se combinent pour enfoncer des personnes handicapées dans la pauvreté.

Le groupe qui a travaillé sur la santé a noté que les soins restent souvent inaccessibles pour les personnes vivant dans la pauvreté, qu'elles soient handicapées ou non. Un participant a expliqué : « Quand on vit avec des bas revenus, on ne sait pas se soigner ». Quant au groupe qui discutait des démarches administratives, il a identifié des obstacles en termes de compréhension des documents administratifs inaccessibles pour beaucoup de personnes, et notamment pour ceux qui n'ont pas pu aller au bout de leur scolarité du fait de la pauvreté : « Comment on remplit ses papiers quand on ne sait pas écrire ? Mais même quand on sait lire et écrire, quand on voit comment c'est écrit, c'est assez compliqué ».

Après le travail en groupe, les réflexions ont été retransmises en assemblée et chacun a pu réagir, y compris l'invité, Patrick Charlier, directeur de Unia, centre inter-fédéral pour l'égalité des chances. Cette Université populaire autour du « handicap et de la pauvreté » constitue un premier pas sur cette thématique et a permis de mettre en lumière les combats à mener pour le Mouvement dans les prochaines années. À suivre...

Camille de Monge, Corinne Chevrot
et Brendan Coyne



Une Université populaire créative et familiale a été organisée par le groupe local de La Louvière, en décembre 2017. Des Gilles étaient de la partie pour finir la journée en beauté.



SALLE DE CRÉATION



Depuis plusieurs années, nous avons le projet de dédier une salle à des ateliers créatifs au sein de la Maison Quart Monde d'Etterbeek. Grâce au soutien de Cera et Give Eur-Hope, c'est chose faite ! Des travaux ont permis de rénover entièrement une pièce pour cela. Merci pour leur soutien.



JACQUEL BREL, AUTEUR

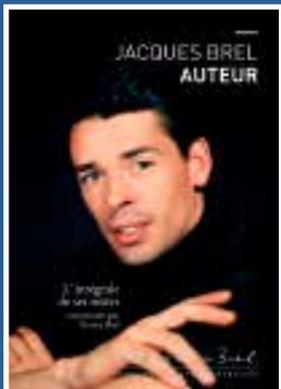
A l'occasion des 40 ans de la mort de Jacques Brel, retrouvez l'intégrale de ses textes commentés par sa fille, France Brel, dans le livre « Jacques Brel, auteur ».

Dans la chanson « Voici », publiée en 1958, on découvre une allusion à une rencontre entre Jacques Brel et Joseph Wresinski, au camp des sans logis de Noisy-le-Grand :

Les vers « Qu'en nos faubourgs délavés / Des prêtres en litanies sont devenus ouvriers »

est l'hommage qu'il rend au Père Joseph Wresinski, fondateur du Mouvement ATD Quart Monde qui s'est battu pour la dignité des plus démunis.

Disponible en librairie
Jacques Brel Auteur
(Ed. Fondation Jacques Brel)
632 p
39,90€



CONCERT DE SOUTIEN



Le 28 avril, la chorale À Cœur Joie chantera MISATANGO, à l'Église N-D du Blankedelle (Avenue des Héros 34 à Auderghem), au profit d'ATD Quart Monde. ! Venez nombreux !

Réservation et informations :
acj.bruxelles@yahoo.be (prix de la place : 15 €)

20 KM DE BRUXELLES

ATD Quart Monde sera encore dans la course cette année ! Vous n'êtes pas encore inscrits ? Pas de panique, c'est toujours possible de le faire ! Et si la course n'est pas votre fort, il y a différentes façons de soutenir notre équipe, plus d'infos par ici : <http://atd-quartmonde.be/nos-actions/20-km-de-bruxelles/>



LIVRE « RUE DES DROITS DE L'HOMME »

Le 3 mai à 18h, Georges de Kerchove présentera le livre « Rue des Droits de l'Homme. La fronde des sans-abri », à la librairie UOPC, à Auderghem en compagnie de Alexis Deswaef, Président de la Ligue des droits de l'homme.

